

UN MONDE MALADE DE LA VIOLENCE DE LEUR SOCIÉTÉ

Dans la nuit du 22 au 23 mai, une infirmière du service de psychiatrie du CHU de Reims a été assassinée par un patient avec des antécédents psychiatriques. Sa mort a évidemment suscité une immense émotion, non seulement auprès de ses proches et de ses collègues, mais dans tout le pays. Ce meurtre résonne plus largement avec une situation de violence quotidienne qu'affrontent tous les salariés de la psychiatrie et de la santé en général.

Mais comment ne pas voir d'où vient cette violence ?

Dans la santé, à l'hôpital public comme dans le privé, elle trahit cruellement le manque de moyens, l'incapacité de faire face aux besoins, de prendre en charge tous ceux qui doivent l'être, dans des conditions de sécurité correctes pour les soignants – et comment séparer ces conditions de sécurité d'effectifs suffisants, pour répondre aux besoins des patients avec respect ? Pourquoi le patient meurtrier, schizophrène, avait-il été sorti de l'hôpital psychiatrique ? Pour faire de la place, on fait sortir des malades, qui, pour certains, peuvent être de véritables bombes à retardement. Oui, il faut des moyens pour la santé, c'est urgent. Macron et le gouvernement versent des larmes de crocodile ! Mais qui a fermé des lits depuis des années, y compris en pleine pandémie ?

Le seul langage du gouvernement : la surenchère sécuritaire

Presque au même moment, trois policiers décédaient dans un accident de voiture, percutés par un conducteur alcoolisé. Là, Macron et ses ministres se sont précipités pour leur rendre hommage. Et, surtout, en profiter pour reprendre le vocabulaire de l'extrême droite en dénonçant la « décivilisation », expression puisée dans le vocabulaire des racistes.

Oui, leur société est violente ! Comme l'a montré le ministre de l'Intérieur, Darmanin, avec son opération Wuambushu à Mayotte où il s'en est pris aux « migrants » parqués dans des bidonvilles détruits par les bulldozers du gouvernement. Comme le montre la loi sur l'immigration du même Darmanin. Comme le montrent leurs flics sitôt que des travailleurs manifestent ou font grève, comme la semaine dernière aux portes de Vertbaudet dans le Nord. Les Macron et autres Darmanin s'y connaissent bien en termes de violence ! Eux qui prétendent imposer au pays entier une loi sur les retraites dont personne ne veut, en dehors du patronat. Personne, et pas la lauréate de la Palme d'or Justine Triet, qui l'a rappelé jusque sur la tribune du festival de Cannes !

Pas question de tourner la page des luttes !

L'intersyndicale a dirigé le mouvement tout au long des

derniers mois. Mais après le premier mai, elle n'a proposé comme échéance générale que le mardi 6 juin, plus d'un mois après. Et les différents syndicats ont accepté individuellement de rencontrer le gouvernement pour aborder d'autres sujets. Parce qu'il ne faudrait pas que la lutte contre la réforme bloque le dialogue ? Voilà une drôle de façon de « bloquer le pays ». Et après le 6 juin, quelles seraient les suites ? Attendre le baroud d'honneur des députés le 8 juin ?

Le 6 juin, nous devons être à nouveau des centaines de milliers dans la rue. Non parce que nous aurions quelque illusion sur le projet de loi déposé par les politiciens de Liot. Mais parce que nous voulons en finir avec ce gouvernement et ceux qu'il sert : les patrons.

Ne comptons que sur nous-mêmes

S'unir dans la lutte pour arrêter les attaques patronales, pour répondre à la violence des capitalistes et de leur système, ce serait le seul moyen d'affronter cette soi-disant « décivilisation ». Un combat tous ensemble contre les maîtres de ce monde, qui sont en train de nous emmener à la barbarie pour sauver leurs milliards de bénéficiaires. Un combat qui passe par la construction de toutes les luttes contre les attaques des capitalistes, et par l'organisation pour en finir avec cette société de misère et d'exploitation. Pour les salaires et les revenus, contre les licenciements, contre le racisme, contre la guerre et la crise écologique, face au capitalisme, organisons-nous !

Éditorial du NPA du 30 mai 2023

FÊTE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE SAMEDI 10 JUIN

CONCERT DÉBATS EXPOSITIONS BUVETTE ENTRÉE: 3€

Moulin de Wazemmes 14h à 20h
30 rue des meuniers, 59000 Lille

NPA Lille 59



L'ICP : un projet en carton ?

En 2021, après sept années de travaux et quelques 200 millions de € investis, les pontes du CHU étaient fiers d'annoncer la finalisation d'un de leur projet phare : l'ICP, bâtiment rassemblant en son sein les activités cardio et pneumo. Cependant, ce "centre d'excellence nationale, voir internationale" - dicit la direction - souffre de quelques défauts de construction : dalles de sol fracturées, infiltrations à répétition, et même bouts de plafond qui s'effondrent... dans des zones fréquentées par les patients et les personnels ! Dépenser des centaines de millions pour des locaux ne répondant même pas aux plus basiques exigences de sécurité, il n'y a vraiment pas de quoi se vanter !

La folie des grandeurs

Alors que l'onéreux bâtiment de l'ICP laisse pour le moins à désirer, la direction de l'hôpital a d'ores et déjà prévu de nouveaux travaux :

- L'extension et la rénovation de l'hôpital Jeanne de Flandre, à l'horizon 2029, pour un budget de 125 millions d'euros ;
- L'extension et la restructuration de l'hôpital Roger Salengro, à l'horizon 2034, pour un budget de 427 millions d'euros ;
- La construction d'une nouvelle pharmacie, à l'horizon 2027, pour un budget de 50 millions d'euros.

Des investissements qui pourraient être utiles, encore faudrait-il qu'ils ne fassent pas concurrence aux autres centres de santé de la région – c'est le cas de la maternité notamment – et surtout que des mesures soient prises pour s'assurer que les prestataires privés grassement rémunérés (au contraire de leurs ouvriers) fournissent un travail convenable !

Le sous-effectif tue

Si notre collègue Carène est décédée le 23 mai suite à une agression au CHU de Reims, c'est parce que nous manquons cruellement de moyens et d'effectifs. On le vit tous les jours : les patients sont de plus en plus agressifs à cause du manque d'accès au soin, notamment aux Urgences. Rien que pour les infirmières, c'est 35 qui sont agressées chaque jour à l'hôpital ! Or, le sous-effectif n'est pas une fatalité, c'est une politique ! Et le gouvernement en porte l'entière responsabilité. Et le ministre Braun ose s'émouvoir en promettant des mesures de sécurité « en fin de semaine ». Mais ce n'est pas mettre des vigiles dans chaque couloir qui va changer les choses ! Cela fait des années qu'on crie qu'il nous faut des moyens, alors ce dont on a besoin ce n'est pas d'une « minute de silence » comme il veut nous l'imposer, mais bien une minute, une journée, un mois de colère !

Fraude sociale : le gouvernement ambitionne de traquer les miettes

Selon le ministre des comptes publics Gabriel Attal, il manque près de 8 milliards d'euros pour les finances publiques et tout ça à cause de la fraude sociale. Snif.

La solution du gouvernement ? Investir dans des chiens renifleurs supplémentaires... Et quid de la fraude fiscale (60 milliards par an) de leurs amis les riches, qu'ils protègent et dont ils réduisent les impôts ?

Des soins pour tous !

Le Sénat avait adopté, mi-mars, un amendement visant à supprimer l'aide médicale d'État (AME – prise en charge des soins pour les personnes en situation irrégulière) pour la remplacer par une aide médicale d'urgence, encore plus restrictive. Déjà, depuis la réforme de 2019, il faut pouvoir justifier de trois mois de résidence pour bénéficier du dispositif. A cause de ces trois mois, mais également des fréquents non-recours à ce droit, des migrants affectés par leur conditions de voyage inhumaines, ne peuvent accéder aux soins nécessaires. Ce qui aboutit souvent à un passage aux urgences dans des états dramatiques alors qu'une prise en charge en amont aurait pu éviter cela.



La rentabilité ou le bien-être ? il faut choisir.

La maternité des Lilas (93) accompagne 1400 naissances et permet 900 avortements par an, et ce, dans les meilleures conditions possibles pour les patientes, pour qu'elles souffrent le moins. Qui dit prioriser le bien-être implique un financement à la hauteur... comme ça devrait être dans tous les hôpitaux, tous services confondus. Mais cet établissement qui fonctionne à rebours des logiques de rentabilité est menacé de fermer le 1er juin 2023, pour cause de déficit, locaux vétustes,... Le personnel réclame des moyens pour réparer les machines en panne, consolider les bâtiments. Mais les potentiels repreneurs des Lilas n'ont pas un engagement clair quant au maintien de l'activité de maternité et son statut associatif à but non lucratif, et l'ARS ne fait rien pour aider les Lilas. La maternité est donc menacée de devoir se conformer à des logiques de rentabilité, ou pire, de fermer.

Venez nombreux à la fête locale du NPA !

A vos agendas ! La première édition de la fête locale du NPA Lille aura lieu samedi 10 juin : débats sur l'actualité, expositions, buvette, concert, etc. Ne manquez pas l'occasion de venir en famille, avec amis ou collègues. Nous vous accueillons de 14h à 20h au Moulin de Wazemmes, 30 rue des Meuniers à Lille. Entrée à 3 euros. N'hésitez pas à faire tourner l'info et venez nombreux !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler !

Lille, le 31 mai 2023

**SI TU AS DES IDÉES DE SUJETS À ABORDER SUR LE BULLETIN : CONTACTE-NOUS SUR
NPALILLE2022@GMAIL.COM**